

Médiation dans la crise burundaise : les dés semblent pipés d'avance

@rib News, 13/07/2015 Burundi : Quelle médiation pour quelle finalité ? Par Mikaza Dioméde Quémelle ait lieu après ou le 15 juillet 2015, l'élection présidentielle au Burundi n'est en elle-même ni un scoop ni un tabou. En d'autres temps et sous d'autres cieux, elle serait un acte citoyen ordinaire d'exercice démocratique. Seulement voilà, la gouvernance au Burundi et particulièrement la conception du pouvoir et la personnalité d'un certain Nkurunziza Pierre en donnent une saveur et une odeur qui génèrent de mauvais goûts. Mais avant d'engager une réflexion sur les différentes facettes de cette question qui, somme toute met sur les nerfs les Burundais et la communauté internationale et ce en raison de ses implications sur les principes de bonne gouvernance et de démocratie, il me semble de bon aloi d'en clarifier la problématique.

Il sied de comprendre en effet comment un fait, qui ailleurs est dans l'air du temps, occasionne des ravages, des morts, des emprisonnements, des disparitions, des cohortes de réfugiés condamnés à l'inconfort de l'exil et de l'étranger, des violations massives des droits humains, une guerre civile à peine larvée qui ne dit pas son nom ainsi qu'une situation d'occupation et d'occupation de la vie socio-économique en raison des conditions infrahumaines dans lesquelles se débattent quotidiennement la majorité des citoyens Burundais. Pour simple rappel, rien que pour la petite période qui va du 26 avril 2015, date du déclenchement de la crise à ce jour, on enregistre près de 100 morts, 800 blessés, 500 prisonniers, plus de 120.000 réfugiés dont des paysans, des enfants, des vieillards, des fonctionnaires, des hommes politiques tant de l'opposition que ceux du parti au pouvoir considérés comme des cercueils frondeurs qu'il faut à tout prix éliminer. Sous prétexte de marche avec l'opposition, tous les médias privés ont été réduits au silence avec en prime l'équipement pour la plupart. Au-delà de cette hémorragie, par-dessus les positions des uns et des autres par rapport au sujet, on ne doit pas perdre de vue que la problématique de la candidature de Nkurunziza au 3^e mandat reste le nœud gordien qu'il faut trancher avant de débattre d'un cheval blanc pour nettoyer les écuries d'Augsbourg trop encrassées de racisme d'Etat, la rouerie, le machiavélisme, le clientélisme, la curialisation de la république, la caporalisation et la vassalisation de tout un peuple, en un mot tous les ingrédients ainsi que les chemins qu'empruntent les cavaliers de l'apocalypse et de la destruction du Burundi que sont Nkurunziza Pierre et ses thuriféraires. Nous sommes face à un conflit qui oppose un homme, Nkurunziza, de son rang président de la république pour ne pas le citer, à un peuple qui ne se bat pas seulement pour son honneur et son bonheur, mais aussi pour se forger son destin, un peuple qui a foi en son avenir et à sa force de résister et de prendre en mains ses destinées. Face à ce magnanime engagement et pour l'annihiler, Nkurunziza a pris l'option de marcher dans l'histoire à reculons. Il a instauré une véritable tyrannie où les prébendes et les passe-droits sont monnaie courante, il s'entoure d'une clique mafieuse et criminelle de courtisans et flagorneurs impitoyables : corruption, fraude, clientélisme, manipulations, mensonges, mises en scènes et complots y sont originels en mode de gouvernement. Un système dont le soubassement est la collusion gouvernance-affairisme, un petit monde qui a d'ailleurs récemment renoncé à la noble et légitime ambition de se fabriquer un idéal de nation pour privilégier l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt de tous. La conséquence de ce diabolique choix est tant que le Burundi pour aujourd'hui et demain une génération d'enfants du doute, de la perplexité et de l'incertitude, de la crise du chômage et de la croissance molle qui fait la part belle à l'argent-roi devenu ipso facto l'argent-fou. Mais qu'en est-il de Nkurunziza, ce parangon de ce monde à l'envers ? Personnage autocratique avec un ego hypertrophié, psychorigides ses actions sont paroxystiques et paranoïaques et s'incrustent dans une structure névrotique proche de l'obsessionnel : la mauvaise foi, le mensonge, le déni, la dénégation et le dénigrement, l'argument spéculatif, le dessein deviennent les ingrédients d'une gestion patrimoniale et cavalière de l'Etat. Un sentiment de repli sur soi qui met en lumière la faiblesse dont son caractère est constitué : fonceur solitaire aiguillé par le seul souci d'amasser de la fortune et ce par tous les moyens, les uns autant plus illégaux que malhonnêtes. Adoubé par une bande d'hommes liges et de zélotés sans foi ni loi, au travers de la provocation et l'ostentatoire arrogance, il a engagé une guerre de tranchées doublée de celle de la terre brûlée contre le peuple Burundais. Il a décidé de faire tomber la république plus d'opposition, des innocents sont sacrifiés sur l'autel de la cause, des listes de gens à abattre sont confectionnées sans allongement de jour en jour, un verrouillage de l'espace médiatique a été décidé aux fins d'agir à huis clos impunit. Plus rien ne peut plus arriver, tous les moyens ont été mis en place pour résister ce funeste destin. Une armée de miliciens imbonerakure parallèle à l'armée régulière, on engage des mages et des illums tout acabit, des sorciers assaisonnés à toutes les sauces, des rebuts intellectuels aux idées fixes, des pasteurs born again, des exaltés. Face au cri d'un peuple d'opprimés qui ne réclame que sa liberté et sa dignité, honni par une opposition politique à laquelle il dénie tout droit, voué aux gémonies par une société civile muselée et harcelée, jeté aux dévotions anciens compagnons qui refusent de cautionner l'innommable et l'indignité, pressé de toutes parts par une communauté internationale gardienne de l'inaliénabilité de l'Etat de Droit, Nkurunziza s'est fermé comme un oursin, tout en entretenant un appât vampirique et d'aplat pour la chance au monde dans l'occurrence le peuple. La sollicitation forcée du 3^e mandat et l'élection présidentielle ne sont d'ailleurs que les prémices de cette criminelle entreprise d'agression et de destruction des fondements du fonctionnement démocratique d'un Etat de droit. Il faut espérer que ce faisant, Nkurunziza a franchi le Rubicon et planté le drapeau de l'avatar funéraire de la tragédie antique à savoir le début de la fin. Au travers de cette brève et synthétique présentation, voici la fresque politique de la problématique et l'allégorie de la crise burundaise actuelle, la substantifique moelle qui informe, fonde et donne corps au contentieux entre le peuple burundais et le régime plouto-cleptocratique de Nkurunziza. Tout débat ou toute tentative de recherche de solution qui ne tienne pas compte de ces prolégomènes, n'est et ne sera qu'une manœuvre de diversion voire d'aveuglement ou alors une opération cosmétique compliquée résoudre définitivement cet arriéré politique, ne fera que contribuer au contraire à l'aggraver. En effet, depuis le déclenchement de cette crise, on a assisté à une série d'initiatives ponctuelles de conférences au sommet, se déroulant une sarabande bien rythmée où les chefs d'Etat, ministres et autres plénipotentiaires, à travers des déclarations,

communiqués et autres recommandations, maniant habilement la périphrase et la sémantique politique et diplomatique, n'ont jamais osé prendre courageusement à bras-le-corps la question qui divise et par laquelle le malheur est arrivé, à savoir le 3^e mandat de Nkurunziza. Les victimes de ce holdup de Nkurunziza, se éveillent chaque jour avec une gueule de bois et l'amer sentiment que ces vénérables n'ont fait que donner, sans aucune contrepartie, la prime et l'émotion à l'horreur ! La palme du sarcasme et du mauvais goût revient à la congrégation des chefs d'Etat et à la région qui, à trois reprises en moins de trois mois, et ce malgré la détérioration de la situation au Burundi, n'ont abordé explicitement la question, se contentant des allocutions, des recommandations approximatives et mielleuses sur le calendrier des élections, le démantèlement des milices, l'aide aux réfugiés, la médiation. Que penser de pusillanimité, ce louvoiement, cette hésitation, bref cette propension à la procrastination, au moment où la situation au Burundi vire dangereusement vers l'effondrement et réclame l'urgence ? Est-ce par ignorance de la réalité burundaise ? Est-ce par machiavélisme ou par syndicalisme poujadiste ? On est en droit de penser à la dernière hypothèse. En effet comment comprendre que des responsables, ceux-là mêmes qui ont porté sur les fonts baptismaux l'Accord de l'Arusha, la Constitution qui lui est consubstantielle, au terme d'amples, longues, dures et dispendieuses négociations et qui, par voie de conséquence devraient en être les garants, les gardiens du temple de leur orthodoxie, continuent à multiplier des démarches vaines et infructueuses qui font la part belle à la dissimulation, en éludant allégrement la question de fond. Ont-ils peur d'ouvrir la boîte de Pandore, de lancer un appel d'air et de créer un effet domino ? Je suis personnellement tenté de le penser ! A voir la configuration de la démocratie en Afrique, nous sommes devant le constat fait par Jean de La Fontaine dans la fable « les animaux malades de la peste » : « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés ». Le respect des mandats prescrits dans les différentes constitutions est dans la plupart des pays africains constitue une épine dans le pied de certains chefs d'Etat pour qui, y adhérer constitue un suicide, car c'est le rendez-vous du bilan qui, assez souvent ne sourit pas aux sortants. Sans entrer dans la dissection et l'analyse de la boîte noire du régime Entebbe, sans jouer aux cassandre ou aux oiseaux de mauvaise augure, tous les protagonistes du conflit qui fait rage au Burundi, dans un sursaut sublime de bon sens, devraient s'interroger préalablement sur ce qu'on peut attendre d'un médiateur, celui-là même qui vient d'être désigné ce 6 juillet 2015 par les chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est, qui, durant trente ans sans discontinuer, a mis sous une coupe glorieuse son pays ignorant superbement et arrogamment les principes élémentaires de l'alternance, gage d'une démocratie assumée. Je aimerais évidemment être contredit par la suite des événements ! En dépit de cet amer constat, il est normal de rendre hommage à plusieurs gouvernements dont les Etats Unis d'Amérique, les Pays-Bas, la Belgique, le Canada, la Grande Bretagne, l'Allemagne, la République sud-africaine qui, dès le début de la crise, ont déclaré urbi orbi que le troisième mandat de Nkurunziza violait outrageusement l'Accord de paix d'Arusha ainsi que la Constitution burundaise et par conséquent était inacceptable. Quelles que soient les positions des uns et des autres, le peuple burundais se doit de refuser d'être poussé à hue ou à dia pour intégrer cette intemporelle critique chantée dans l'Internationale : « Il n'est de sauveurs suprêmes. Ni Dieu, ni César, ni Tribun ! Sauvons-nous nous-mêmes au salut commun ». La frêle embarcation Nkurunziza et consorts va heurter un iceberg qui est le peuple burundais dans toutes ses composantes. Ses gilets et canots de sauvetage seront jetés par-dessus bord, et de Charybde en Scylla, va sombrer dans les abysses du vaste et marécageux océan du désarroi, de l'humiliation et de la honte. Il ne pourrait en être autrement, même si ses organes de sens sont devenus insensibles au déshonneur ; même si prendre un enfant, une femme, un vieillard ou toute autre personne sans défense est une malédiction, proude à l'acte du criminel.